



Battre le pavé des rues

contre le racisme et pour l'égalité des droits

DOSSIER DE
PRÉSENTATION

Une exposition créée et produite par Le Cpa,
un équipement culturel de Valence Romans Agglo

Sommaire



© Gilles Delmas, Territoire, 2002
Musée national de l'histoire de l'immigration

| | |
|-----------------------------|----------------|
| L'exposition | page 3 |
| Extraits | page 5 |
| Aperçu des panneaux | page 12 |
| Descriptif technique | page 14 |
| Le Cpa | page 15 |

BATTRE LE PAVÉ DES RUES

Contre le racisme et pour l'égalité des droits

De la grève de la faim des travailleurs sans papiers dans les locaux de la paroisse Notre-Dame en 1972 à Valence, à la Marche pour l'égalité et contre le racisme de 1983, cette exposition met en lumière l'histoire d'une décennie méconnue. La Marche de 1983, aussi surnommée « marche des beurs », a contribué à rendre visible la réalité des quartiers populaires tout en favorisant la prise de parole des enfants d'immigrés, ce dont témoigne la reprise de Douce France par le groupe de rock Carte de séjour en 1985.

Quarante ans plus tard, quelles mémoires subsiste-t-il de cet événement ?

L'exposition documente cette expérience des luttes sociales, emmenées successivement par des travailleurs immigrés puis par des enfants de l'exil. À partir d'archives inédites, elle revient sur l'essence même de ces mouvements de résistance non violents.

**Une exposition créée et produite par Le Cpa,
un équipement culturel de Valence Romans Agglo**



Composition

16 bâches de 160cm de haut x 70cm de large

Bâches anticurling avec fourreau haut et bas et barre en bois

Plan

1. Affiche titre
2. Introduction
3. Montée du racisme anti-immigré en France
4. De nouvelles luttes dans l'élan de 1968
5. Les immigrés font valoir leurs droits
6. Décembre 1972 « Victoire à Valence ! »
7. Un archipel de grèves dans toute la France
8. De la grève de la faim à la marche de 1983
9. Sur les routes de France
10. Quand la marche traverse la Drôme
11. Une entrée triomphale dans la capitale
12. L'art s'en mêle : artistes acteurs et témoins des mobilisations
13. Quand l'art se fait l'écho des luttes du passé et du présent
14. Vous avez dit « beur » ?
15. Faire entendre sa voix et défendre ses droits
16. Ourse

Montée du racisme anti-immigré en France

Après 1945, dans un contexte de modernisation de la société française, le recours massif aux travailleurs étrangers est considéré comme une nécessité économique. L'arrivée en France d'immigrants des anciennes colonies du Maghreb se fait dans des conditions très difficiles, marquée par la ségrégation l'isolement et l'exercice de métiers dangereux et mal rémunérés.

À partir des années 1970, les pouvoirs publics tentent de limiter la main-d'œuvre immigrée et empêchent sa stabilisation sur le territoire national. La notion de « seuil de tolérance » se diffuse dans les discours politiques. En France, l'année 1973 est marquée par une intense violence raciste, qui se manifeste particulièrement envers les travailleurs nord-africains.

De nouvelles luttes dans l'élan de 1968

En France, les événements de mai 1968 rendent possible la formulation de revendications politiques autonomes, qu'il s'agisse du droit des femmes, du militantisme homosexuel, des mouvements écologistes ou antimilitaristes.

Les immigrés participent à ces manifestations dans les mêmes proportions que les ouvriers français. Mais une colère sourde monte au sein de ces populations venues d'ailleurs, qui les conduit à faire entendre leur voix pour obtenir l'amélioration de leurs conditions d'existence en tant que travailleurs immigrés.

Les immigrés font valoir leurs droits

Rendues publiques en 1972, les circulaires Marcellin-Fontanet durcissent la politique française d'immigration. C'est le début de la cause des « sans-papiers », assortie de son répertoire d'actions spécifique : les grèves de la faim et les occupations de lieux symboliques, comme les églises ou les administrations. Ce mouvement de défense des travailleurs immigrés rejoint la lutte anti-raciste et s'accompagne d'une revendication d'autonomie culturelle qui emprunte à diverses expressions artistiques. La presse progressiste et diverses associations de soutien aux populations immigrées accompagnent ce mouvement.

Décembre 1972 : victoire à Valence !

En décembre 1972, des travailleurs immigrés tunisiens entament une grève de la faim à Valence contre la décision de leur expulsion prise par la préfecture de la Drôme. Cette modalité de lutte essaime bientôt dans toute la France grâce à l'appui de diverses organisations militantes. De Paris à Marseille en passant par Strasbourg ou Bordeaux, des actions similaires se multiplient avec le soutien du clergé qui accueille les grévistes dans les églises. De la protestation contre les refoulements, l'objet de la mobilisation va s'élargir aux demandes de cartes de travail et à l'abrogation des circulaires Marcellin-Fontanet.

Un archipel de grève dans toute la France

En 1973, l'enchaînement des événements marque le passage de la résistance, dans l'urgence des premiers refoulements, à la mobilisation générale pour la carte de travail, puis pour l'abrogation des circulaires Marcellin-Fontanet. Au fil du temps, ces mobilisations atteignent des proportions impressionnantes. On dénombre plus de vingt grèves de la faim, notamment à Bordeaux, Grenoble, Lille, Montpellier, Nevers, Nîmes, Perpignan, Saint-Étienne. Ce mouvement de grèves de la faim transforme l'image du « travailleur immigré » : de

De la grève de la faim à la marche de 1983

À la fin des années 1970, la figure du jeune de la deuxième génération se substitue à celle du travailleur immigré. La question sociale se déplace vers la question urbaine et les violences dans les quartiers populaires. Des jeunes de nationalité étrangère, stigmatisés comme chômeurs indésirables et délinquants, sont expulsés. Des réseaux informels se constituent pour leur venir en aide.

Le 20 juin 1983, Toumi Djaïdja, président de l'association SOS Avenir Minguettes, secourt un jeune aux prises avec un chien policier. L'agent tire sur lui et le blesse grièvement. Durant sa convalescence, Toumi, initié à l'action non violente par la CIMADE, formule le désir d'organiser une marche pacifique à travers la France : « Nous allons prendre la route, comme d'autres avant nous, les noirs américains, les indiens de Ghandi, ou encore ces paysans du Larzac ».

Une entrée triomphale dans la capitale

Le 3 décembre à Paris, les Marcheurs sont soutenus par un immense cortège estimé à 100 000 personnes, venues de toute la France. En fin de journée, François Mitterrand reçoit une délégation de Marcheurs à l'Élysée et s'engage à délivrer une carte de séjour unique valable dix ans.

La soirée se poursuit dans la liesse musicale sous l'immense chapiteau de l'espace Balard électrisé par Manu Dibango, Toure Kunda et Carte de séjour.

Pour la première fois dans l'histoire de France, les descendants d'immigrés postcoloniaux sont l'objet d'un discours médiatique et politique positif.

L'art s'en mêle : artistes témoins et acteurs

Après 1968, diverses pratiques artistiques donnent voix à une communauté d'expérience : celle des immigrés de France. Ce passage à l'art favorise une prise de conscience de leurs conditions d'existence et légitime leur présence dans la société française. Les arts deviennent des moyens privilégiés d'expression quand les autres canaux traditionnels de la participation politique sont inaccessibles : le théâtre, la poésie, la chanson ou encore le cinéma portent la parole des invisibles.

...

Sur les routes de France

La coordination nationale de la Marche, structurée autour de la CIMADE et du MAN (Mouvement pour une alternative non violente), œuvre à l'organisation logistique, la couverture médiatique, mais aussi la légitimation de l'événement au sein des mondes intellectuel et politique. Elle s'occupe des équipes de ravitaillement de soins des marcheurs. Lors des étapes, ceux-ci arpentent les rues du centre-ville avant de rejoindre un quartier populaire pour y animer une réunion publique, où ils témoignent de leurs expériences et expliquent leur action. Les haltes en chemin suscitent des rencontres, instaurent le dialogue, tissent du lien social dans des lieux symboliques : MJC, centre social, salle municipale ou paroissiale, mairie....

Quand la marche traverse la Drôme

Le journal Sans frontière raconte une étape de la Marche à Montélimar, le 23 octobre 1983 : « Une camionnette rase le cortège. Ses occupants crient : "Melons, bougnoules" et font des bras d'honneur. »

À Valence, l'étape connaît un grand succès populaire, renforcé par la présence de l'équipe de tournage de l'émission Résistances, qui réalise là le premier reportage consacré à la Marche. En soirée, une rencontre-débat suivie d'une représentation théâtrale, ont lieu au centre social de Fontbarlettes.

...

Quand l'art se fait l'écho des luttes du passé et du présent

Des artistes puisent leur inspiration dans les luttes des immigrés d'hier, tout en se faisant l'écho de celles de leur temps. Ces œuvres permettent de réfléchir, voire d'infléchir l'ordre social. Focus sur certaines créations graphiques, littéraires, musicales, théâtrales, textiles ou vidéos : *Les Mohamed* de Jérôme Ruillier, 1983 de la Compagnie Nova, ou encore *The Circle & The Tempest Society* de Bouchra Khalili...

Vous avez dit « Beur » ?

À la fin des années 1970, en région parisienne, des héritiers de l'immigration maghrébine s'autodésignent beurs, « arabes » en verlan. Avec la Marche de 1983, ce néologisme entre dans le langage courant, les médias la rebaptisant « marche des beurs ». Certains artistes-activistes, qui participent au bouillonnement culturel de la France des années 1980, vont se revendiquer d'un « mouvement beur », tandis que d'autres récusent une telle étiquette. Une « mode beur » va se diffuser et être exploitée par la publicité, rendant séduisante la figure du jeune des banlieues.

...

Faire entendre sa voix et défendre ses droits

Marches civiques, grèves de la faim et occupations de sites symboliques constituent des modes privilégiés de protestation et d'action collective dans l'héritage de la désobéissance civile. Cette notion, popularisée par Henri-David Thoreau en 1866 aux États-Unis, naît du conflit entre des lois, légitimes mais parfois injustes, et les exigences de la conscience morale. Diverses formes d'actions non-violentes en découlent.

Depuis le XIX^e siècle, la **marche collective** s'impose comme un canal d'expression pertinent dans de multiples configurations socio-politiques. Au-delà de la seule déambulation, elle doit son efficacité à sa médiatisation, au charisme de ses leaders et à sa capacité à infléchir des rapports de force défavorables aux protestataires. Elle incarne un combat non-violent au service d'une « cause juste ».

En France, les deux plus grandes vagues de **grève de la faim** portées par des « sans-papiers » sont celles de 1972-1973 et de 1991-1992. Cette forme de mobilisation repose sur l'affirmation publique d'une privation volontaire de nourriture. Elle est une manière de « se faire violence » pour dénoncer la gravité de difficultés subies par un individu ou un groupe social, ne disposant pas d'organisations pérennes aptes à représenter leurs intérêts. De ce fait, la grève de la faim fait partie des protestations les plus extrêmes, affranchie de cadre institutionnel ou juridique codifié.

Aperçu des panneaux

BATTRE LE PAVÉ DES RUES CONTRE LE RACISME ET POUR L'ÉGALITÉ DES DROITS

Il y a 50 ans à Valenciennes, des travailleurs sans papiers tunisiens, menés d'expédition par la protection de la frontière, entament une grève de la faim dans les locaux de la paroisse Notre-Dame. Ils obtiennent leur régularisation au terme de plusieurs semaines de lutte.

Il y a 40 ans, un groupe de filles et fils d'immigrés font étape dans la Dérive lors de la « Marche pour l'égalité et contre le racisme » qui les conduit de Marseille jusqu'à Paris.

Ces deux mouvements de résistance non violents témoignent à dix ans d'intervalle de la capacité de groupes minoritaires, immigrés et issus de quartiers populaires, d'être non seulement des acteurs de leur vie, mais également de notre histoire nationale.

À l'aune de ce double anniversaire, cette exposition documente l'expérience et la mémoire des luttes sociales dans la société française, des années 1950 à nos jours. À partir d'archives inédites, et d'un ancrage à la fois local et national, elle permet de comprendre et de contextualiser les diverses modalités de l'engagement contre le racisme et pour l'égalité des droits au sein de la société française de la fin du XIX^e siècle.

Cette « autre histoire » de la France met en perspective différents moments clés de la lutte pour le droit à l'expression, le droit au logement ou encore les droits civiques, de populations concourues de près ou de loin par l'expérience migratoire, devenues invisibles ou stigmatisées dans notre société.

Il ne s'agit pas de commémorer avec nostalgie les luttes émancipatrices d'hier, mais d'un **monter nos héritages** et d'en saisir les résonances contemporaines, par **hérités** aux aspirations dont elles demeurent porteuses.

MONTÉE DU RACISME ANTI-IMMIGRÉ EN FRANCE

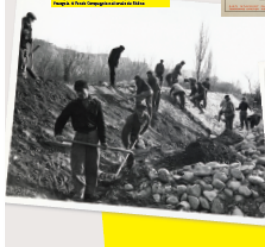
À partir des années 1870, les premières formes violentes de racisme anti-immigré se manifestent sous l'impulsion de la presse et du mouvement ouvrier. Les premières formes de racisme anti-immigré se manifestent sous l'impulsion de la presse et du mouvement ouvrier.

À partir des années 1870, les premières formes violentes de racisme anti-immigré se manifestent sous l'impulsion de la presse et du mouvement ouvrier. Les premières formes de racisme anti-immigré se manifestent sous l'impulsion de la presse et du mouvement ouvrier.

En France, l'antisémitisme est marqué par une intense violence raciale, qui se manifeste particulièrement avec les transferts vers l'Algérie. L'antisémitisme est marqué par une intense violence raciale, qui se manifeste particulièrement avec les transferts vers l'Algérie.

La lutte anti-immigrée s'inscrit au sein d'une histoire d'extrême violence. Les premières formes de racisme anti-immigré se manifestent sous l'impulsion de la presse et du mouvement ouvrier.

La lutte anti-immigrée s'inscrit au sein d'une histoire d'extrême violence. Les premières formes de racisme anti-immigré se manifestent sous l'impulsion de la presse et du mouvement ouvrier.



DE NOUVELLES LUTTES DANS L'ÉLAN DE 1968



En 1968, les événements de mai 1968 ont conduit à la formation de nouvelles formes de lutte. Les premières formes de racisme anti-immigré se manifestent sous l'impulsion de la presse et du mouvement ouvrier.

En France, les événements de mai 1968 ont conduit à la formation de nouvelles formes de lutte. Les premières formes de racisme anti-immigré se manifestent sous l'impulsion de la presse et du mouvement ouvrier.

En France, les événements de mai 1968 ont conduit à la formation de nouvelles formes de lutte. Les premières formes de racisme anti-immigré se manifestent sous l'impulsion de la presse et du mouvement ouvrier.



DÉCEMBRE 1972
« VICTOIRE
— À VALENCE ! »

Descriptif technique

→ Exposition

16 bâches en PVC souple, avec fourreaux et barre de bois
Format 160 x 70 cm

→ Valeur d'assurance

92 € par bâche, soit 1 472 € ttc les 16 bâches
Clou à clou, à la charge de l'emprunteur

→ Coût du prêt

Tarif : gratuit

Transport et accrochage à la charge de l'emprunteur

→ Conditions du prêt

Nous consulter

Convention à signer entre Le Cpa et l'emprunteur

→ Communication

Mention obligatoire

sur tous les supports de communication relatifs à l'exposition :

*Une exposition créée et produite par Le Cpa,
un équipement culturel de Valence Romans Agglo*



Le Cpa

Cette exposition a été réalisée et produite par Le Cpa en écho au 50^e anniversaire de la grève de la faim des travailleurs immigrés à Valence et du 40^e anniversaire de la Marche pour l'égalité et contre le racisme.

Le Cpa, un équipement culturel de Valence Romans Agglo.



À partir de l'exemple des Arméniens, Le Cpa (Centre du Patrimoine Arménien) évoque plus largement l'histoire des peuples et des cultures dans son exposition permanente et sa programmation culturelle. Il se nourrit de l'histoire du territoire pour aborder la société qui nous entoure et la mettre en perspective avec le passé. Lieu citoyen ouvert sur le XXI^e siècle, cet équipement culturel situé dans le centre ancien de Valence propose tout au long de l'année des rencontres, des expositions temporaires et des rendez-vous invitant petits et grands à poser un autre regard sur notre monde. Il a reçu le label Ethnopôle du Ministère de la Culture en 2018 sur le thème « Frontières, Migrations, Mémoires ».

Chefs de projet : Philippe Hanus et Chrystèle Roveda

Graphisme : Olivier Umecker

Impression : Fabrique de l'image

Le Cpa – 14 rue Louis Gallet à Valence

+ d'infos : le-cpa.com / 04 75 80 13 00 / contact@le-cpa.com

Infos pratiques

Horaires

Du mardi au vendredi : 10h -13h / 14h -18h
Samedis et dimanches : 14h -18h (fermé les jours fériés)

Accès

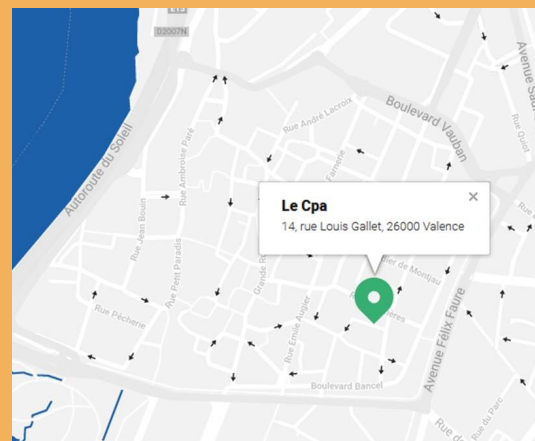
Le Cpa • 14 rue Louis Gallet à Valence

Gares à Valence ville et Valence TGV :

1h de Lyon et Grenoble, 1h30 de Marseille et 2h30 de Paris

Liaisons autoroutières directes avec Lyon, Grenoble et Marseille

Aéroport de Lyon Saint-Exupéry à 1h par autoroute



Contact

Le Cpa - Service des Publics

Lucile MARVY

04 75 80 13 05

lucile.marvy@valenceromansagglo.fr

Avec le soutien de :

